



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE

Le Libéria Étude de cas

**Brouillon
(Avant-projet)**

Dr. Émile Ouédraogo

Juillet 2018

Introduction

Le Libéria, la plus ancienne République d’Afrique, a subi une guerre civile qui a duré 14 ans à la suite de différences politiques et ethniques qui ne pouvaient être résolues. Le conflit a coûté la vie à environ 250,000 personnes, a détruit le pays du Libéria et son économie et s’est étendu aux pays avoisinants ; particulièrement en Sierra Leone, en Guinée et en Côte d’Ivoire. À la fin du conflit, le Libéria se trouvait confronté à un mélange de mauvaise gouvernance du secteur de la sécurité qui durait depuis plus d’un siècle, héritage d’une décennie et demie de guerre civile, la conséquence d’être situé dans une région instable et l’absence de stratégie pour changer la situation.¹ Le pays recommença sa reconstruction après les élections démocratiques paisibles et réussies de 2006 qui ont mis au pouvoir Ellen Johnson Sirleaf, la première présidente élue en Afrique. Un des défis les plus redoutables qu’elle a identifié était la réforme du secteur de la sécurité afin de garantir une paix durable et une politique et sécurité démocratiques durables au Libéria après le conflit. Le 25 janvier 2018, après avoir servi deux mandats, elle passa le pouvoir à George Weah. La stratégie de sécurité nationale du Libéria sera examinée dans ce contexte. Cette étude essayera de décrire la scène politique et juridique qui a permis la création d’une stratégie de sécurité nationale libérienne. Elle soulignera également les éléments importants du processus de création et du mécanisme de sa mise en place dans l’espoir de pouvoir identifier les obstacles et les défis auxquels devra faire face le NSSD au Libéria.

1. Préparer le terrain pour une stratégie de sécurité nationale après le conflit

Le processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et l’exécution de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) sont les deux éléments qui ont permis la création de la stratégie de la sécurité nationale au Libéria.

La réforme du secteur de la sécurité au Libéria : L’accord de paix global (APG) qui fut signé à Accra à la fin du conflit en 2003 faisait appel à une réorganisation complète des deux principales institutions de sécurité du pays, les forces armées du Libéria (FAL) et la police nationale libérienne (PNL). Le processus a commencé en 2004 avec le soutien des États-Unis et de plusieurs pays membres de l’espace CEDEAO qui ont pris la responsabilité des Forces armées du Libéria, alors que la réforme de la police nationale du Libéria était mise sous le contrôle de la mission des Nations Unies au Libéria (MNUAL). Bien qu’il soit généralement admis que la réforme du secteur de la sécurité au Libéria ait eut des résultats mitigés, il est bon de noter que quelques succès y compris la consolidation de la paix et de la stabilité et l’amélioration de la cohésion, ont été possibles grâce à l’impact du processus de réforme du secteur de la sécurité qui avait débuté à la fin de la guerre.

¹ La stratégie de sécurité nationale de la République du Libéria, 2008.

La stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) : du conflit à la création.

La stratégie de réduction de la pauvreté du Libéria (SRP) qui fut finalisée en 2008 a été le premier document officiel créé par le gouvernement du Libéria après la guerre civile. Il offrait une vision et des stratégies pour obtenir une croissance et un développement rapides, inclusifs et durables du pays. La stratégie de réduction de la pauvreté a été construite sur le plan d'action de 150 jours mis en place par le gouvernement et sa stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté qui soulignait l'importance de relier le développement et la sécurité en utilisant le concept de « rupture avec le passé : Du conflit au développement. » Le document de la politique du SRP fut formulé grâce à une consultation générale auprès des citoyens libériens dans les villes et villages dans tout le pays, des membres du milieu des affaires, des groupes de société civile, de la législature et des partenaires internationaux.² Ceci a préparé le terrain pour la création de la stratégie de sécurité nationale du Libéria après le conflit.

La stratégie de sécurité nationale de la République du Libéria (2008)

La stratégie de sécurité nationale libérienne fut créée par la commission de la gouvernance après de vastes consultations inclusives et démocratiques dans les 15 départements du pays. La commission de la gouvernance fut créée pendant l'accord de paix à Accra en 2003, et a pour objectif de promouvoir la bonne gouvernance, de conseiller, rédiger et formuler des politiques appropriées, des arrangements institutionnels et les structures nécessaires à l'obtention d'une bonne gouvernance. La stratégie de sécurité nationale du Libéria a désigné la vision suivante pour le pays : « un pays dans lequel toute la population peut vivre sans peur de la répression et de la suppression, de la pauvreté, du crime, de la faim et du chômage ; une société dans laquelle les Libériens peuvent s'exprimer en toute liberté et prendre des décisions sur la façon dont leur pays est gouverné. »³ Donc, la sécurité nationale dans le contexte libérien est définie comme « *le processus qui assure la protection de tous les citoyens libériens, sa souveraineté, sa culture, son intégrité territoriale et son bien-être économique.* »⁴

La stratégie de sécurité nationale révisée (2017) : Clarification des rôles des institutions de sécurité.

En 2013 le gouvernement du Libéria (GdL) avait initié une révision officielle de sa stratégie de sécurité nationale, mais cette révision fut retardée jusqu'en juillet 2014 à cause de l'épidémie d'Ebola. En septembre 2017, avec le soutien de la mission des Nations Unies au Libéria (MNUAL), le GDL a finalement révisé et mis à jour le plan de sécurité nationale et son exécution. Il souligne la sécurité humaine et clarifie le rôle des institutions de sécurité. Les frais de l'exécution sont pris en compte dans un examen public des dépenses qui est a été entrepris par le ministère des finances et du développement

² La stratégie de réduction de la pauvreté, IMF, 2008.

³ La stratégie de sécurité nationale du Libéria.

⁴ Ibid

avec l'aide de la banque mondiale et des Nations Unies et qui aidera le gouvernement à maintenir la planification financière des secteurs de la justice et de la sécurité.⁵

2. L'exécution de la SSN au Libéria

L'architecture de la sécurité nationale au Libéria

Afin de répondre à tous les besoins et à tous les objectifs de sécurité nationale ; l'architecture de la sécurité du Libéria est construite sur les bases suivantes : La protection de la population et la souveraineté du Libéria, la police et la sécurité des frontières, la protection des représentants de l'état, de ses biens et de ses documents, le renseignement et la promotion des droits de l'homme. Les bases énumérées ci-dessus sont décrites et mises en exécution par les institutions suivantes :

- Le conseil national de sécurité présidé par le président de la République ; est l'organisme de coordination de sécurité le plus important ayant à lui seul la responsabilité de résoudre les problèmes de politique de sécurité nationale. Un conseiller en matière de sécurité nationale est nommé afin de coordonner les efforts entre les agences de la sécurité.
- Le renseignement et la sécurité : Les responsabilités du renseignement et des services de contre-espionnage sont confiées à la police nationale du Libéria et sont coordonnées par le ministère de la justice.
- Défense : Les forces armées du Libéria sont requises par la constitution, de protéger l'intégrité territoriale du Libéria contre l'agression externe et d'aider en cas de désastres naturels. Les garde-côtes du Libéria protègent les frontières maritimes et les ressources naturelles qui s'y trouvent.
- La police est la principale agence opérationnelle responsable de la sécurité intérieure.
- Le service d'immigration du Libéria est responsable de la sécurité et de la gestion des frontières. Ils collaborent étroitement avec les douanes et garde-côtes.
- Le service de protection des personnalités gouvernementales est responsable de la protection du chef d'État, des fonctionnaires importants et des dignitaires.
- Le service national des pompiers : La prévention et le contrôle des incendies et l'aide à la police dans les enquêtes d'incendies volontaires.
- La commission anti-corruption du Libéria (CACL) remplit les fonctions des forces de police et du renseignement.
- Les problèmes de sécurité non militaires : Les menaces non militaires aux intérêts de sécurité nationale libérienne sont prises en charge par des institutions telles que les ministères des affaires étrangères, de l'agriculture, de la santé, des finances, du planning et des affaires économiques, de l'éducation et de la défense.

3. Les mécanismes de surveillance et de contrôle

⁵ Le compte rendu final du secrétaire général sur la mission des Nations Unies au Libéria, conseil de sécurité, avril 2018.

Les nouvelles institutions de sécurité énumérées ci-dessus sont maintenant soumises à l'administration civile efficace et au contrôle législatif, ce qui n'était pas le cas pendant le dernier quart de siècle. En conséquence, la législature et les comités sur la défense et la sécurité ont adopté plusieurs lois de réforme du secteur de la sécurité, mais ils sont souvent accablés par le manque d'argent, la corruption sporadique, la domination de la branche exécutive et le manque de capacité technique qui les empêchent de remplir leurs fonctions. En raison de la performance médiocre des institutions de la sécurité dans le passé, les atteintes aux droits de l'homme, les arrestations arbitraires et l'utilisation des pouvoirs officiels pour le gain personnel persistent. Le secteur judiciaire a été renforcé pour garantir le respect de l'état de droit dans tout le pays et ainsi, il participe à la surveillance et au contrôle de l'exécution de stratégie de sécurité nationale.

Le rôle de la société civile a été vigoureusement souligné dans l'accord de paix global de 2003 en ce qui concerne la surveillance et la participation locale au processus de la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Un groupe de société civile actif dans le domaine des problèmes de sécurité s'est organisé en un groupe de travail de coordination sur la RSS, mais leurs initiatives ont eu un impact limité sur le processus. En même temps, des organismes indépendants de contrôle étaient créés pour étayer le fonctionnement efficace du processus de la réforme du secteur de sécurité y compris la commission sur la gouvernance, la commission contre la corruption, et la commission nationale sur les droits de l'homme. Ces institutions indépendantes jouent actuellement des rôles primordiaux dans la prise de décisions et dans l'exécution de la sécurité nationale au Libéria.

4. Les défis et les perspectives

Ebola et la sécurité nationale : L'épidémie d'Ebola au Libéria de 2014 à 2015 a démontré que la stratégie de sécurité nationale a besoin d'être définie de façon vaste et appropriée afin d'être suffisamment flexible et proactive pour faire face à toutes sortes de menaces aux intérêts de la sécurité nationale. Les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola en ce qui concerne l'exécution de la sécurité nationale au Libéria sont que l'insécurité sanitaire peut entraîner à un degré élevé d'insécurité humaine et pourrait, plus tard, être la cause de l'effondrement de l'État. Pendant la crise, l'insécurité personnelle causée par la propagation de l'Ebola a engendré la méfiance, la peur, la colère, le refus et la confusion. L'impact socio-économique créé par l'arrêt des importations et de la production agricole a eu pour résultat une hausse des prix astronomique, se répercutant négativement sur le coût de la vie et les besoins de base en matière de sécurité. L'Ebola n'a pas seulement mis en danger la sécurité des personnes et il a aussi menacé la paix, la cohésion nationale et la sécurité régionale. L'épidémie d'Ebola est un exemple typique qui souligne l'importance de prendre en compte la dimension régionale et les conséquences que peuvent avoir quelques-unes des menaces lors de la création d'une stratégie de sécurité nationale.

L'appropriation et la durabilité nationale : La guerre civile qui a duré 14 ans a complètement détruit la base socio-économique du Libéria, le rendant terriblement tributaire de l'aide extérieure. Depuis sa création en 2004 et à la suite de la signature de l'accord de paix global, le processus de RSS au Libéria a

été poussé par des influences extérieures, surtout les États-Unis et les Nations Unies. Avec la fin du mandat de la MNUAL, le 30 mars 2018, le pays doit maintenant accepter ses propres responsabilités pour l'exécution de tout le processus de sécurité afin de maintenir la paix et favoriser le développement du pays. Les mesures qui doivent être mises en place à la suite de la fermeture de la mission des Nations Unies au Libéria doivent être suffisamment fortes afin d'éviter que les progrès des dix dernières années ne soit réduit à néant. Les Nations Unies continueront à apporter du soutien aux secteurs de la justice et de la sécurité dans le cadre d'un programme conjoint de trois ans dirigé par le PNUD et axé sur le développement des institutions, notamment la police nationale du Libéria et du service d'immigration du Libéria. Le soutien bilatéral et régional devrait également se poursuivre.⁶ Bien que la mission des Nations Unies au Libéria mette en place une stratégie intégrée pour la période transitoire, le problème de viabilité du financement de l'exécution de la stratégie de sécurité nationale reste à régler. Le nouveau gouvernement en a fait un problème de souveraineté nationale, et est en train d'explorer un éventail complet de possibilités internes aussi bien qu'externes afin de convaincre de nouveaux partenaires bilatéraux à relever le défi.

Conclusion

Le Liberia peut être considéré comme une étude de cas typique sur la situation des pays après un conflit qui ont fait face à une réforme du secteur de la sécurité et qui ont créé une stratégie de sécurité nationale afin de consolider la paix, la sécurité et le développement. La stratégie de sécurité nationale du Libéria offre une perspective plus vaste et le pays compte la mettre en pratique aussi bien que possible avec l'appui solide de la communauté internationale. La fermeture de la mission des Nations Unies au Libéria le 30 mars 2018 sera certainement un test de la capacité des institutions et de la population du Libéria à prendre leur destinée en main.

⁶ Ibid